

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 23 MARS 2023**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 23 mars 2023, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance :

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
64	15	2
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p>N° 23/03/047</p> <p>AVENANT N°1 A LA CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC MILITAIRE CONSTITUTIVE DE DROITS REELS DU 2 NOVEMBRE 2004 PAR LE MINISTERE DES ARMEES - TOULON PALAIS DES SPORTS</p>		

PRESENTS :

M. Olivier CHARLOIS , Mme Geneviève LEVY, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Laurent JEROME, Mme Isabelle MONFORT, M. Emilien LEONI, M. Jean-Louis MASSON, M. Hervé STASSINOS, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Yann TAINGUY, M. Mohamed MAHALI, M. Christophe MORENO, Mme Valérie RIALLAND, Mme Nadine ESPINASSE, M. Francis ROUX, Mme Edwige MARINO, Mme Chantal PORTUESE, Mme Amandine LAYEC, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, Mme Magali TURBATTE, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Anaïs DIR, Mme Corinne JOUVE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Pierre BONNEFOY, M. Bruno ROURE, Mme Kristelle VINCENT, Mme Christine SINQUIN, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, Mme Valérie BATTESTI, M. Arnaud LATIL, Mme Delphine GROSSO, M. Laurent BONNET, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Pascale JANVIER, M. Erick MASCARO, M. Albert TANGUY, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-David MARION, Mme Josée MASSI, M. Amaury CHARRETON, M. Philippe LEROY, Mme Basma BOUCHKARA, Mme Valérie MONDONE, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Bernard ROUX, Mme Anne-Marie METAL, M. Gilles BALDACCHINO.

REPRESENTES :

M. Philippe BERNARDI ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, Mme Béatrice BROTONS ayant donné pouvoir à Mme Nadine ESPINASSE, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à Mme Kristelle VINCENT, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Franck CHOUQUET ayant donné pouvoir à Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Laurent CUNEO ayant donné pouvoir à Mme Edwige MARINO, M. Jean-Pierre EMERIC ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Emilien LEONI, Mme Audrey PASQUALI-CERNY ayant donné pouvoir à Mme Anaïs DIR, M. Christian SIMON ayant donné pouvoir à Mme Anne-Marie METAL, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE, Mme Sandra TORRES ayant donné pouvoir à Mme Nathalie BICAIS, Mme Véronique BERNARDINI ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX.

ABSENTS :

M. Anthony CIVETTINI, Mme Cécile MUSCHOTTI.

Séance Publique du 23 mars 2023

N° D' O R D R E : 23/03/047

**O B J E T : AVENANT N°1 A LA CONVENTION D'OCCUPATION
TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC MILITAIRE
CONSTITUTIVE DE DROITS REELS DU 2 NOVEMBRE
2004 PAR LE MINISTERE DES ARMEES - TOULON
PALAIS DES SPORTS**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la convention d'occupation temporaire du domaine public militaire constitutive de droits réels, en date du 2 novembre 2004, relative à la mise à disposition d'une salle omnisports à usage partagé consentie par le Ministère des Armées au profit du Département du Var,

VU la convention de transfert de compétences entre le Département du Var et la Métropole Toulon Provence Méditerranée en date du 4 décembre 2019,

VU l'avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public militaire constitutive de droits réels du 2 novembre 2004,

Vu l'avis de la Commission Finances et Administration Générale du 13 mars 2023,

CONSIDERANT que par la convention d'occupation temporaire du domaine public militaire constitutive de droits réels conclu avec le Ministère des Armées en date du 2 novembre 2004, le Conseil départemental du Var a obtenu l'autorisation d'occuper pour une durée de 50 (cinquante) ans une fraction, 24 479 m², d'un terrain non construit, afin d'y édifier un palais des sports et un des parkings associés, moyennant une redevance annuelle de 4 837€,

CONSIDERANT que le Conseil départemental du Var a substitué ses droits et obligations à la convention d'occupation temporaire du domaine public militaire constitutive de droits réels du 2 novembre 2004 au profit de la métropole Toulon Provence Méditerranée par la convention de transfert de compétences du 4 décembre 2019,

CONSIDERANT que l'avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public militaire constitutive des droits réels du 2 novembre 2004 constate le changement de bénéficiaire dans la gestion et l'exécution de la convention,

CONSIDERANT que l'avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public militaire constitutive de droits réels du 2 novembre 2004 régularise la diminution de la surface qui est mise à disposition, avec pour nouvelle surface 24 291 m² suite au déplacement de la clôture,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ACCEPTER l'exposé qui précède et l'avenant n°1 à l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public militaire constitutive de droits réels du 2 novembre 2004 relatif au palais des sports et les parkings associés.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer l'avenant n°1 de la convention d'occupation temporaire du domaine public militaire constitutive de droits réels, en date du 2 novembre 2004 relatif au constat du changement de bénéficiaire ainsi qu'à la régularisation de la surface de terrain qui est mise à disposition, soit 24 291 m².

ARTICLE 3

DE DIRE que les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits ouverts sur le budget principal - opération 5130, compte 6132.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 23 mars 2023

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR 79

CONTRE 0

ABSTENTION 0

PREFECTURE DU VAR

AVENANT N° 1
A LA CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE
PUBLIC MILITAIRE
CONSTITUTIVE DE DROITS REELS DU 2 NOVEMBRE 2004

Immeuble : TERRAINS AU NORD DE L'ARSENAL

Site : G2D : 830 137 529 N CHORUS : 158592

L'an deux mil vingt deux

et le

Par devant Nous, Préfet du département du var

Ont comparu

L'ÉTAT, Ministère des Armées, représenté par le sous-directeur de l'action immobilière, de l'environnement et du développement durable de la direction des territoires, de l'immobilier et de l'environnement, dont les bureaux sont situés au 60 boulevard du général Martial Valin – CS 21623 – 75509 Paris cedex 15,

Ci-après dénommé « l'Etat, Ministère des Armées »,

d'une part,

ET

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, SIRET n° 24830054300217, représentée par son président, Monsieur Hubert FALCO, dont les bureaux sont situés 107 BD Henri Fabre, CS 30536 83041 Toulon Cedex, en application de la délibération du conseil communautaire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée n° du habilitant son Président à signer le présent avenant.

d'autre part,



Ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques (CG 3P), notamment les articles L.2122-1 à L.2122-3, L.2122-5 et L.2125-1 à L.2125-6, R.2122-4, R.2122-7, R.2125-1 à R.2125-3 et R.2125-5 ;

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n°2012-1499 du 27 décembre 2012 relatif à la politique immobilière du ministère de la défense ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2012 modifié portant délégation des pouvoirs du ministre de la défense en matière domaniale ;

Vu l'arrêté du 21 mars 2022 portant organisation de la direction des territoires, de l'immobilier et de l'environnement ;

Vu la convention d'occupation temporaire (COT) du domaine public militaire constitutive de droits réels du 2 novembre 2004 pour la mise à disposition d'une emprise pour la construction du palais des sports,;

Vu le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la métropole dénommée « Toulon-Provence-Méditerranée » ;

Vu la convention de transfert de compétences entre le Département du Var et la Métropole Toulon Provence Méditerranée du 4 décembre 2019 ;

Vu la lettre n° D19-05063 du département du var du 13 décembre 2019 ;

Vu le procès-verbal du 29 janvier 2020 de mise à disposition au 1^{er} janvier 2020 d'un bien immobilier départemental à la Métropole Toulon Provence Méditerranée au titre de la compétence : « Tourisme, culture et construction, exploitation et entretien ;

Vu l'avis de la direction départementale des finances publiques du Var du 21 avril 2022 ;

Vu l'avis favorable du commandant de la base de défense de Toulon en date du 20 juin 2022,

EXPOSE PREALABLE

L'État, ministère des armées, a autorisé le conseil départemental du Var, par convention d'occupation temporaire du 2 novembre 2004, à occuper pour une durée de 50 ans une surface de 24 479 m² d'une fraction de terrain non construit de l'immeuble militaire dénommé « Terrains au nord de l'arsenal », n° G2D 830137529N, immatriculé au référentiel immobilier Chorus sous le numéro 158592, afin d'y construire un palais des sports et les parkings associés. L'emprise occupée est cadastrée section CR 64,68 et CS 830 et 833.

Cette autorisation a été publiée au premier bureau de la conservation des hypothèques de Toulon le 27 décembre 2004 sous le volume 2004 P n°12337.

L'article 4 du décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM) précise que la Métropole TPM exerce les compétences prévues à l'article L5217-2 du code général des collectivités territoriales. Par convention passée avec le département du Var, susvisée, la Métropole exerce, à l'intérieur de son périmètre, par transfert ou par délégation, en lieu et place du département, tout ou partie des groupes de compétences énumérés au paragraphe IV de l'article L5217-2 du CGCT et notamment celui au titre du « Tourisme, culture et construction, exploitation et entretien des équipements et infrastructures destinés à la pratique du sport. ».

Par lettre sus visée, le conseil départemental du Var a constaté et notifié au directeur de l'ESID Toulon la substitution de la métropole Toulon Provence Méditerranée dans l'ensemble des droits et obligations de la COT de droits réels du palais des sports.

Cet avenant constate le changement de bénéficiaire de la COT de droits réels du 2 novembre 2004.

Il régularise également la diminution de la surface mise à disposition suite au déplacement de la clôture, déplacement autorisé par délibération n° G14 de la commission permanente du conseil général du Var le 11 février 2013, mais dont la procédure n'a pas été à son terme. La nouvelle surface d'occupation est portée à 24 291,50 m².

Lesquels ont exposé, et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1

La première page de la COT de droits réels du 2 novembre 2004, susvisée, est modifiée en ce qui concerne les parties à l'acte de la manière suivante :

Au lieu de lire :

« Le département du Var, représenté par monsieur Guy MAUMET, directeur territorial, directeur adjoint du patrimoine,

ci-après dénommé « le bénéficiaire »,



- Lettre du conseil départemental du Var n° D19-05063 du 13 décembre 2019 ;
- Convention de transfert de compétences entre le département du Var et la métropole Toulon Provence Méditerranée du 4 décembre 2019 ;
- Procès-verbal de mise à disposition d'un bien immobilier départemental à MTPM du 29 janvier 2020 ;
- Délibération n° G14 de la commission permanente du conseil général du Var du 11 février 2013 ;
- Plan d'occupation de la clôture.

Pour la ministre des armées
 et par délégation
 Directeur de l'action immobilière,
 de l'environnement et du développement durable



Philippe DRESS

Le Directeur départemental des Finances
 publiques
 et par délégation

La Métropole
 Toulon Provence Méditerranée,
 par son président

Le Préfet du Var

OMI 2005/137-03

REPUBLIQUE FRANCAISE

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
DU DOMAINE PUBLIC MILITAIRE CONSTITUTIVE DE DROITS REELSTERRAINS AU NORD DE L'ARSENAL
Emprise d'une salle omnisports et de ses annexes
830 137 529 N

JA 887

L'an deux mille quatre.....Et le deux novembre.....

L'ETAT (ministère de la défense) représenté par monsieur Claude PREYNAT-SEAUVE, directeur des travaux maritimes de la région Méditerranée,

ci-après dénommé « la marine nationale »,

d'une part,

ET

le département du Var, représenté par monsieur Guy MAUMET, directeur territorial, directeur adjoint du patrimoine,

ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

d'autre part,

agissant en vertu d'une délégation de signature suivant arrêté de monsieur le président du conseil général en date du 29 avril 2004, lui-même agissant en vertu d'une délibération de la commission permanente du conseil général du Var en date du 1^{er} mars 2004,EXPOSE

Une restructuration de la zone affectée aux installations sportives de la marine située au Nord de l'enceinte militaire du port de Toulon a été définie par les partenaires intervenant dans un protocole quadripartite signé les 25 juillet et 29 août 2002.

Ce projet comporte l'édification par le département du Var d'une salle omnisports et de ses annexes sur le terrain militaire mis à la disposition de la collectivité locale.

La convention, ci-après, fixe les conditions générales d'occupation temporaire de longue durée du domaine public militaire dénommé « terrains au Nord de l'arsenal » à Toulon par le département du Var.

* *

*

VU, le code du domaine de l'Etat, notamment les articles L. 28 à L. 34-9; R. 53 à R.57-9 et A. 12 à A. 39 ;

VU, l'ordonnance royale du 14 juin 1844 sur le service administratif de la marine nationale ;

VU, l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense et notamment son article 16 ;

VU, le décret du 10 juillet 1791 modifié et notamment son article 13 ;

VU, le décret n° 76-225 du 4 mars 1976 modifié fixant les attributions respectives du ministre de l'intérieur et du ministre de la défense en matière de recherche, de neutralisation, d'enlèvement et de destruction des munitions et des explosifs ;

VU, le décret du 25 mars 1993 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre chargé des armées et délégation de signature en matière d'opérations domaniales ;

VU, le protocole quadripartite des 25 juillet et 29 août 2002 relatif à la restructuration de la zone affectée aux installations sportives au Nord de l'enceinte du Port militaire de Toulon ;

VU, le rapport d'évaluation en valeur locative de la direction des services fiscaux en date du 18 novembre 2003, sur les conditions financières de la présente occupation ;

VU, l'attestation relative au déminage des terrains militaires en date du 24 avril 2003 ;

VU, l'état des lieux établi contradictoirement le 11 mars 2004 ;

VU, l'avis favorable de la DMPA du 24 juin 2004 ;

VU, la délibération du conseil général du Var en date du 1^{er} mars 2004 ;

Article 1 - Objet

La présente convention d'occupation du domaine public militaire est consentie au bénéficiaire pour la construction d'une salle omnisports à usage partagé entre la marine et le département du Var.

Les parties signataires s'engagent à respecter les dispositions arrêtées dans le protocole des 25 juillet et 29 août 2002 à l'exception de la forme juridique de l'acte remplacée par la présente convention.

Du fait de son implantation à proximité de la base navale, la zone sportive est soumise aux règles de sécurité applicables en matière de manœuvres opérationnelles ou d'événements exceptionnels.

Article 2 - Consistance du domaine public mis à disposition

Le bénéficiaire est autorisé à occuper, dans les conditions de la présente convention, l'emprise délimitée au plan ci-joint et cadastrée section CR n° 64, 68 et CS n° 830 et 833 pour une surface de 24 479 m² d'après la modification du parcellaire cadastral par documents d'arpentage n° 5872U et 5873P établis par M. Hospital, géomètre-expert à la Valette-du-Var.

Toutes ces parcelles sont propriété de l'Etat pour avoir été acquises par l'armée de 1771 à 1860 et remis à la marine par procès-verbaux des 20 mai 1936, 4 mai 1942, 19 février 1947 et 30 août 1971. Elles sont immatriculées au tableau général des propriétés de l'Etat sous le numéro 83 001 301 et au fichier des armées sous le numéro 830 137 529 N.

Article 3 - Durée

La présente convention d'occupation du domaine public est accordée pour une durée de cinquante ans à compter de la signature de l'acte.

Article 4 – Etat des lieux

Un procès-verbal constatant l'état des lieux est dressé entre la marine et le bénéficiaire avant la mise à disposition du terrain. Le bénéficiaire n'est pas admis à formuler de réclamations concernant la consistance, l'état des installations et la disposition des lieux.

Article 5 - Droits et obligations du bénéficiaire

5.1. Droits du bénéficiaire

Le présent titre donne au bénéficiaire la possibilité d'édifier les ouvrages, constructions et installations conformes à l'objet défini à l'article 1, aux conditions des articles L. 34-1 à L. 34-9 et R. 57-1 à R. 57-9 du code du domaine de l'Etat. Cette faculté est subordonnée à l'obtention des autorisations prévues par la présente convention et par la réglementation en vigueur.

Le bénéficiaire a pendant la durée de la convention et dans les limites prévues par l'article L34-1 et suivants du code du domaine de l'Etat les prérogatives et obligations du propriétaire sur les ouvrages constructions et installations dont l'édification a été prévue par la présente convention sur les parcelles indiquées à l'article 2.

5.2. Obligations du bénéficiaire

5.2.1. Respect des prescriptions légales et réglementaires

Le bénéficiaire s'engage à respecter les prescriptions légales et réglementaires s'appliquant ou qui viendraient à s'appliquer sur les ouvrages, constructions et installations de l'emprise occupée. Ces ouvrages constructions et installations sont conformes à la destination de ladite emprise définie à l'article 1^{er} de la présente convention.

5.2.2. Maintien en état, réparation et renouvellement des ouvrages, constructions et installations

Le bénéficiaire est tenu d'exécuter toutes les réparations, quelle qu'en soit l'importance, et tous les travaux nécessaires pour garantir le bon état d'entretien et d'usage des locaux. Il soumet à l'autorité maritime avec un préavis de six mois toute intervention susceptible de troubler la disponibilité permanente des locaux spécialement réservés par la marine.

Il fait son affaire personnelle de l'obtention de toutes les autorisations préalables auprès des autorités compétentes pour la réalisation des travaux et la construction des ouvrages concernés, et notamment des permis de construire.

Il soumet à la marine nationale tout projet de modification d'installation dès lors que des travaux de terrassement sont nécessaires, afin de vérifier qu'aucune présomption de pollution pyrotechnique ne fait obstacle à ce projet.

En application des dispositions issues du décret n° 80-813 du 15 octobre 1980 modifié, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du ministre de la défense ou soumises à des règles de protection du secret de la défense et du décret n° 94-1033 du 30 novembre 1994 relatif aux conditions d'application de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, les inspecteurs des installations classées de la défense disposent d'un droit de visite pour exercer sur les terrains faisant l'objet de la présente convention les contrôles administratifs et techniques sur les installations soumises à leur contrôle.

5.2.3. Entretien des abords

Les abords des installations sont maintenus en parfait état de propreté. Aucun dépôt de quelque nature que ce soit ne doit être effectué par le bénéficiaire en dehors de l'emprise faisant l'objet de la présente convention.

5.2.4. Réseaux

Le bénéficiaire supporte la présence et la maintenance de réseaux appartenant à la marine ou autorisés par elle portés à sa connaissance par la direction des travaux maritimes.

5.2.5. Clôture et voies d'accès

Le bénéficiaire matérialise les emprises qu'il est autorisé à occuper et en organise l'accès. La voie Sud permet la liaison entre les deux sites sportifs de la marine et les véhicules de secours. Toutefois les accès Est et Ouest au complexe sportif ne doivent en aucun cas constituer une voie de transit pour le public.

Article 6 - Prerogatives de la marine nationale

La contrepartie de la mise à disposition du terrain militaire est l'utilisation gratuite par la marine d'une partie des installations à titre prioritaire et une partie en temps partagé (article 8 du protocole précité). Les modalités d'utilisation en temps partagé seront définies par convention entre le bénéficiaire et le service des sports de la marine.

Article 7 - Responsabilité

7.1. Responsabilité de la marine nationale

La marine nationale est responsable vis-à-vis du bénéficiaire et des tiers des dommages causés par son propre fait, par le fait de ses préposés ou par les biens placés sous sa garde, sous réserve de ce qui est dit à l'article 7.3 ci-dessous.

7.2. Responsabilité du bénéficiaire

Le bénéficiaire est responsable vis-à-vis de l'Etat et des tiers des dommages causés par son propre fait, par le fait de ses préposés ou par les biens placés sous sa garde, sous réserve de ce qui est dit à l'article 7.3 ci-dessous.

7.3. Renonciation à recours

Le bénéficiaire renonce expressément, et s'engage à ce que les polices d'assurance souscrites auprès de ses assureurs prévoient une renonciation expresse de leur part, à tous recours que le titulaire et ses assureurs seraient en droit d'exercer contre l'Etat pour les dommages matériels et immatériels subis par les biens propres du bénéficiaire ou par les biens mis à sa disposition, à la suite d'un sinistre dont la marine nationale est responsable.

Le bénéficiaire s'engage à communiquer à la marine nationale les attestations d'assurance correspondantes dans les trente jours qui suivent la signature du ou des contrats d'assurance : il lui communiquera, dans les mêmes délais, une nouvelle attestation pour chaque avenant aux polices souscrites.

Article 8 - Assurances

8.1. Assurance des biens appartenant au bénéficiaire

Le bénéficiaire souscrit auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurances de son choix une police d'assurance garantissant les biens et les installations dont il est propriétaire, situés sur les emprises faisant

l'objet de la présente convention, contre les risques suivants : incendie, foudre, tempête, ouragan, cyclone, explosion, catastrophes naturelles, attentats, vandalisme, dommages électriques, dégâts des eaux et le recours des voisins et des tiers.

Les contrats d'assurance comportent une clause mentionnant la renonciation à recours et l'engagement exprès de l'assureur à renoncer à tous recours contre l'Etat, conformément à l'article 7.3 ci-dessus.

Le bénéficiaire s'engage à communiquer à la marine nationale les attestations d'assurance correspondantes dans les trente jours qui suivent la signature du ou des contrats d'assurance ; il lui communiquera, dans les mêmes délais, une nouvelle attestation pour chaque avenant aux polices souscrites.

8.2. Assurance responsabilité civile

Le bénéficiaire souscrit un contrat d'assurance « responsabilité civile » pour tous dommages causés aux tiers (dont l'Etat) par son propre fait, par le fait de ses préposés ou par les biens placés sous sa garde.

Article 9 - Conditions financières

9.1. Redevance

La présente autorisation est conclue moyennant une redevance annuelle globale de 4 837 € fixée par la direction des services fiscaux du Var, payable à la recette divisionnaire des impôts de Toulon Nord-Ouest.

En cas de retard dans le paiement, la redevance échue porte intérêt de plein droit au taux annuel applicable en matière domaniale, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure et quelle que soit la cause du retard.

La redevance peut être révisée par le service des domaines à l'expiration de chaque période prévue pour le paiement.

9.2. Droit fixe

Le bénéficiaire doit s'acquitter du droit fixe correspondant aux frais exposés par la puissance publique conformément à l'article L. 29 du code du domaine de l'Etat.

9.3. Impôts et divers

Le bénéficiaire supporte seul, au besoin en remboursant le montant à l'Etat (ministère de la défense, marine nationale), la charge de tous les impôts, y compris l'impôt foncier, auxquels sont ou seront assujettis les ouvrages, constructions et installations mis à sa disposition, ainsi que ceux qu'il aura réalisés sur l'emprise définie à l'article 2 de la présente convention.

Le bénéficiaire est tenu, le cas échéant, d'effectuer la déclaration de construction nouvelle prévue à l'article 1406 du code général des impôts.

Article 10 - Modifications de la convention

10.1. Modifications unilatérales par la marine nationale

La marine nationale peut modifier unilatéralement, pour des raisons qu'elle justifie, la présente convention et faire évoluer les conditions de l'exercice du droit d'usage ou de jouissance du bénéficiaire.

Le bénéficiaire est alors indemnisé sur la base du préjudice né de la modification. A défaut d'un accord amiable entre les parties sur le montant de l'indemnité, celui-ci est fixé par le juge administratif.

10.2. Modifications à l'initiative du bénéficiaire

Le bénéficiaire peut demander à la marine nationale la modification de certaines conditions de son occupation, et notamment de sa durée en fonction des investissements qu'il envisage de réaliser.

Ces modifications sont constatées par avenants, passés dans les mêmes conditions de forme et de procédure que la présente convention.

Article 11 - Fin de la convention

11.1. Cession

Le droit d'occuper le domaine public est accordé à titre strictement personnel au bénéficiaire qui s'interdit, sous peine d'encourir la résiliation de la présente convention, de céder ou tenter de céder, par quelque moyen que ce soit, tout ou partie de ce droit.

Le bénéficiaire peut toutefois, sous sa responsabilité, confier une partie de l'emprise mise à disposition à la commune de Toulon pour l'aménagement et l'entretien des voiries d'accès et espaces ouverts au public.

11.2. Arrivée du terme

Le renouvellement de l'autorisation peut être envisagé par la marine nationale au terme de la durée initiale. Le bénéficiaire doit adresser sa demande de renouvellement à l'autorité maritime au moins douze mois avant la date d'expiration de la présente convention par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

A l'expiration de la durée prévue et à défaut de renouvellement de la présente convention, le bénéficiaire perd le droit d'occuper le domaine mis à sa disposition et doit procéder à sa libération.

11.3. Résiliation

11.3.1. Résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général

Si elle décide, pour un motif d'intérêt général et en l'absence de faute du titulaire, de reprendre tout ou partie du domaine mis à disposition, la marine nationale doit :

- prévenir le bénéficiaire, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au moins 24 mois avant la date d'effet de la résiliation ;
- indemniser le bénéficiaire, en application de l'article L.34-3 alinéa 3 du code du domaine de l'Etat, du préjudice direct, matériel et certain né de l'éviction anticipée.

11.3.2. Résiliation unilatérale à titre de sanction

Six mois après l'envoi d'une mise en demeure restée infructueuse, la marine nationale peut prononcer la résiliation unilatérale de la convention dans les cas suivants :

- non-respect des dispositions techniques ou financières de la présente convention,
- non-utilisation ou désaffectation du domaine public mis à disposition.

Lorsque la résiliation est prononcée à titre de sanction, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnité, quelle qu'elle soit, notamment pour investissements, mobiliers ou immobiliers, ou dépenses engagées dans l'intérêt du domaine.

Cette disposition ne dispense pas le bénéficiaire de l'obligation de remise en état et ne fait pas obstacle à la possibilité de rechercher sa responsabilité contractuelle et obtenir la réparation du préjudice subi par l'Etat.

11.3.3. Résiliation à l'initiative du bénéficiaire

Dans le cas où il aurait décidé de cesser définitivement l'exploitation des installations qu'il aura édifiées, avant l'expiration de la présente convention, le bénéficiaire pourra résilier celle-ci, en notifiant, moyennant un préavis de trois mois, sa décision par lettre recommandée adressée à l'autorité ayant délivré le titre.

La résiliation ne donne droit au paiement d'aucune indemnité. Les redevances payées d'avance par le bénéficiaire resteront acquises à l'Etat, sans préjudice du droit pour ce dernier de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

11.3.4. Sort des impôts, taxes et redevances versés

Les sommes versées au titre des impôts, taxes et redevance de l'année en cours restent acquises au Trésor public quelle que soit la cause de la résiliation.

11.4. Dispositions communes à l'arrivée du terme et aux différents cas de résiliation

11.4.1. Absence de droit au maintien dans les lieux

Le présent titre ne confère aucun droit au maintien dans les lieux, ni aucun des droits et avantages reconnus aux locataires d'immeubles d'habitation ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal.

Le bénéficiaire s'interdit, en conséquence, d'en revendiquer le bénéfice, pour lui-même ou pour les personnes qui pourraient, à quelque titre que ce soit, être amenées à travailler ou intervenir, avec son accord, sur le domaine mis à disposition.

Le bénéficiaire s'engage à informer les entreprises de cette situation.

11.4.2. Remise du domaine

A l'expiration de la présente convention, le bénéficiaire est tenu de remettre les lieux dans leur état primitif en enlevant, sans indemnité, les ouvrages, constructions et installations édifiés sur le domaine public.

A défaut, la marine nationale peut procéder d'office et aux frais du bénéficiaire aux opérations de remise en état.

La marine nationale peut toutefois, si elle y trouve avantage, donner son accord exprès au maintien de tout ou partie des ouvrages, constructions et installations édifiés par le bénéficiaire, en vue de les incorporer au domaine public. La propriété des ouvrages, constructions et installations concernés est, dans cette hypothèse, transférée gratuitement à la marine nationale.

Cette disposition ne fait pas obstacle au versement au bénéficiaire évincé pour un motif d'intérêt général de l'indemnité prévue à l'article 11.3.1

Article 12 - Surveillance

Le bénéficiaire s'engage à faciliter toutes inspections que la marine nationale jugerait utile d'exercer. Le bénéficiaire aura l'obligation de surveiller les emprises faisant l'objet de la présente convention.

Article 13 - Litiges

A défaut de règlement amiable intervenu dans les soixante jours à compter de la notification du litige par l'une ou l'autre des parties par courrier simple, le juge administratif est saisi.

Article 14 - Publicité foncière

La présente convention sera publiée au bureau des hypothèques de Toulon à la diligence du service du domaine, mais aux frais du bénéficiaire, dans les formes et conditions prévues par les articles 28-1-c et 32 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié.

Article 15 - Documents joints

Sont joints à la présente convention :

- le plan n° 032458 OPSIA de division foncière de l'emprise faisant l'objet de la présente convention
- le rapport d'évaluation en valeur locative
- le plan de masse du projet d'aménagement et de la salle omnisports
- l'état des lieux établi contradictoirement lors de la mise à disposition

Les documents annexés font partie intégrante de la présente convention.

En cas de contradiction, la convention prévaut sur les documents annexés.

La présent acte est établi en quatre exemplaires dont un exemplaire original remis au bénéficiaire et un exemplaire destiné à la direction des services fiscaux du Var.

Pour le département du Var
le président du conseil général
Pour le président et par délégation le directeur adjoint du patrimoine


Signé : Guy MAUMET

Pour le ministre de la défense
et par délégation
Le directeur des travaux maritimes
de la Région Méditerranée

Signé : Claude PREYNAT-SEAUVÉ

Le Préfet



Pour le Préfet
et par délégation
sous-préfet chargé de mission

Eric DUMONT

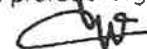
Le Préfet soussigné certifie :

- 1°) que la présente expédition établie sur 8 pages est conforme à la minute déposée aux archives de la préfecture et à l'expédition destinée à recevoir la mention de publicité et approuve 0 renvoi, 0 mot rayé.
- 2°) que l'identité complète de la personne morale appelée L'ACQUEREUR dans le présent acte, telle qu'elle est indiquée en tête, à la suite de sa dénomination, lui a été régulièrement justifiée.

A TOULON, le *deux novembre deux mille quatre*.

Le Préfet,

Pour le Préfet
et par délégation
Le sous-préfet chargé de mission



Eric DUMONT

Attestation complémentaire

à la convention d'occupation temporaire du domaine public
militaire constitutive de droits réels du 2 novembre 2004
entre le Département et l'Etat (Ministère de la Défense)

Page 2 article 2 – consistance du domaine public mis à disposition

1°/ Ajouter : Sur la commune de Toulon

2°/ Au lieu de

"Le bénéficiaire est autorisé à occuper, dans les conditions de la présente convention, l'emprise délimitée au plan ci-joint et cadastrée section CR n° 64, 68 et CS n° 830 et 833 pour une surface de 24 479 m² d'après la modification du parcellaire cadastral par documents d'arpentage n° 5872U et 5873P établis par M. Hospital, géomètre-expert à La Valette du Var.

Toutes ces parcelles sont propriété de l'Etat pour avoir été acquises par l'armée de 1771 à 1860 et remis à la marine par procès-verbaux des 20 mai 1936, 4 mai 1942, 19 février 1947 et 30 août 1971. Elles sont immatriculées au tableau général des propriétés de l'Etat sous le numéro 830 001 301 et au fichier des armées sous le numéro 830 137 529 N."

Lire

" Le bénéficiaire est autorisé à occuper, dans les conditions de la présente convention, l'emprise délimitée au plan ci-joint et cadastrée section CR n° 64, 68 et CS n° 830 et 833 pour une surface de 24 479 m².

Il est précisé que la parcelle CR n° 64 pour 11455 m² est issue avec les parcelles CR n° 63 pour 577 m², CR n° 65 pour 939 m² et CR n° 66 pour 3778 m² non concernées par les présentes, d'une plus grande parcelle cadastrée section CR n° 62 pour 14 302 m².

que la parcelle CR n° 68 pour 2644 m² est issue avec la parcelle CR n° 67 pour 40 656 m² non concernée par les présentes, de la parcelle cadastrée section CR n° 48 pour 43 300 m².

Ces divisions sont constatées par document d'arpentage n° 5872U dressé par M. Hospital, Géomètre-expert à La Valette du Var en date du 08/03/2004, joint aux présentes aux fins de publication.

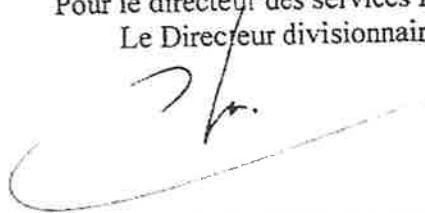
Il est également précisé que la parcelle CS n° 830 pour 8392 m² est issue avec les parcelles CS n° 828 pour 393692 m², CS n° 829 pour 15114 m² et CS n° 831 pour 425 m², non concernées par les présentes, d'une parcelle cadastrée CS n° 827 pour 417623 m²

que la parcelle CS n° 833 pour 1988 m² est issue avec les parcelles CS n° 832 pour 50 m², CS n° 834 pour 1899 m² et CS n° 835 pour 683 m², non concernées par les présentes, de la parcelle CS n° 803 pour 4739 m².

Ces divisions sont constatées par document d'arpentage n° 5873P dressé par M. Hospital, Géomètre-expert à La Valette du Var en date du 30/01/2004, qui demeurera joint aux présentes aux fins de publication.

Toutes ces parcelles sont propriété de l'Etat pour avoir été acquises par l'armée de 1771 à 1860 et remis à la marine par procès-verbaux des 20 mai 1936, 4 mai 1942, 19 février 1947 et 30 août 1971. Elles sont immatriculées au tableau général des propriétés de l'Etat sous le numéro 830 001 301 et au fichier des armées sous le numéro 830 137 529 N."

Pour le directeur des services fiscaux
Le Directeur divisionnaire

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'G. OBIS', is written over a horizontal line.

G.OBIS